

AVIS DE CONVOCATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

jeudi 23 avril 2009 à 15h30

à CHALLENGER, 1 avenue Eugène Freyssinet - 78280 GUYANCOURT

sommaire

page

Message du Président.....	1
Le groupe BOUYGUES en 2008.....	3
Ordre du jour.....	8
Projet de résolutions.....	10
Renseignements concernant les candidats au Conseil d'administration.....	22
Participation à l'assemblée générale mixte.....	25
Demande d'envoi de documents et renseignements.....	27

BOUYGUES

Message du Président

En 2008, Bouygues a réalisé de solides performances, que ce soit en activité ou en rentabilité. Le chiffre d'affaires et le résultat net ont progressé de 11 % et de 9 %. L'activité commerciale, hors Bouygues Immobilier et TF1, est restée très soutenue. Le ratio d'endettement de 56 % témoigne d'une structure financière saine.

Bouygues Construction a vu son chiffre d'affaires progresser de 14 %. Avec un carnet de commandes en hausse de 9 %, le dynamisme commercial est resté fort, comparé à 2007, année record. La forte augmentation du chiffre d'affaires de **Bouygues Immobilier** en 2008 résulte des importantes réservations des années précédentes. Face à la brutale dégradation du marché, l'entreprise donne la priorité à l'écoulement des programmes, ajuste ses coûts et adapte son offre. Le chiffre d'affaires et le résultat net de **Colas** continuent de progresser de 10 % et de 3 %.

TF1, confrontée à un contexte économique profondément perturbé, a su maintenir son leadership d'audience mais a subi un recul de 5 % de son chiffre d'affaires. Le plan de réduction des coûts, entamé en 2008, s'amplifiera en 2009.

Bouygues Telecom a réalisé d'excellentes performances et, grâce à l'acquisition d'un réseau DSL, est devenu un opérateur Fixe.

Alstom contribue aux résultats de Bouygues pour 199 millions d'euros. De nombreux projets sont étudiés en commun avec les métiers du Groupe.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale du 23 avril 2009 un dividende de 1,60 euro par action, en hausse de 7 %.

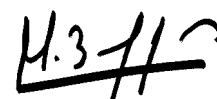
En 2009, pragmatisme et réactivité seront les lignes de conduite du Groupe dans une conjoncture économique incertaine. Je suis confiant dans nos atouts. La diversité de nos métiers et de nos positions géographiques est un avantage pour traverser la crise. Nous sommes aussi bien placés pour répondre aux besoins fondamentaux d'infrastructures dans le monde, soutenus par les plans de relance des grands pays industrialisés.

Enfin, Bouygues, dont les savoir-faire sont reconnus, notamment en matière de développement durable, considère que les exigences du Grenelle de l'environnement constituent des opportunités de croissance et des facteurs de différenciation commerciale.

Je remercie nos actionnaires pour leur confiance et l'ensemble des collaborateurs pour leur travail et leur état d'esprit.

Le 3 mars 2009,

Martin Bouygues
Président-directeur général



**Solides performances
en 2008, confiance et
pragmatisme pour 2009**

Le groupe BOUYGUES en 2008

Exercice 2008

DE SOLIDES PERFORMANCES :
CHIFFRE D'AFFAIRES : 32,7 milliards d'euros (+ 11 %)
RESULTAT NET : 1,5 milliard d'euros (+ 9 %)
DIVIDENDE : 1,60 euro (+ 7 %)

En 2008, Bouygues a réalisé de solides performances, tant en activité qu'en rentabilité. Le chiffre d'affaires progresse de 11 % à 32,7 milliards d'euros et le résultat net atteint 1,5 milliard d'euros (+ 9 %). La structure financière est saine avec un ratio d'endettement à 56 %.

Chiffres clés

(millions d'euros)	2007	2008	Variation
Chiffre d'affaires	29 588 ⁽¹⁾	32 713	+ 11 % ⁽²⁾
Résultat opérationnel courant	2 163	2 230	+ 3 %
Résultat net part du Groupe	1 376	1 501	+ 9 %
Résultat net par action	4,06	4,38	+ 8 %
Capacité d'autofinancement	3 519	3 615	+ 3 %
Ratio d'endettement ⁽³⁾	52 %	56 %	+ 4 pts

⁽¹⁾ A méthode comptable comparable à 2008 : exclusion du chiffre d'affaires pour compte de tiers de TF1 (25 M€ en 2007).

⁽²⁾ + 9 % à périmètre et change constants.

⁽³⁾ Fin de période.

L'activité de **Bouygues Construction** est en forte progression à 9 497 millions d'euros : + 14 % et + 13 % à périmètre et change constants. Le chiffre d'affaires atteint 5 384 millions d'euros (+ 9 %) en France et 4 113 millions d'euros (+ 21 %) à l'international. Le résultat net s'établit à 297 millions d'euros (+ 4 %).

L'activité commerciale est restée élevée avec des prises de commandes de 10,7 milliards d'euros contre 11,1 milliards d'euros en 2007, une année record. Le carnet de commandes enregistre une nouvelle progression à 12,3 milliards d'euros (+ 9 %).

La forte croissance du chiffre d'affaires de **Bouygues Immobilier** (2 924 millions d'euros, soit + 41 %) est due au niveau élevé des réservations de 2006 et 2007. Le chiffre d'affaires Logement atteint 1 797 millions d'euros (+ 15 %) et le chiffre d'affaires Immobilier d'entreprise, 1 127 millions d'euros (x 2,2).

Les réservations (Logement et Immobilier d'entreprise) sont en forte baisse (1 985 millions d'euros, soit - 45 %). Dans un marché français du Logement en repli de 38 % en volume, Bouygues Immobilier enregistre une diminution de ses réservations de logements de 30 %. A fin décembre 2008, le carnet de commandes s'établit à 3 212 millions d'euros (- 21 %) et représente treize mois d'activité.

Le résultat net s'établit à 105 millions d'euros (- 15 %). Cette diminution de la rentabilité, accentuée au quatrième trimestre, est liée aux effets de la crise et au lancement d'un plan d'action visant à donner la priorité à l'écoulement des programmes de logements en cours, à ajuster les coûts opérationnels et à adapter l'offre aux nouvelles conditions de marché.

Le chiffre d'affaires de **Colas** progresse de 10 % (8 % à périmètre et change constants), à 12 789 millions d'euros. Le chiffre d'affaires atteint 7 328 millions d'euros (+ 5 %) en France et 5 461 millions d'euros (+ 16 %) à l'international. Le résultat net ressort à 490 millions d'euros (+ 3 %).

Le carnet de commandes à fin 2008 est resté à un niveau élevé, 5 823 millions d'euros, soit un repli de 11 % lié notamment au non-renouvellement de grands contrats à l'international. Hors ces grands contrats exceptionnels, la baisse n'est que de 7 %. Les mesures prises par les gouvernements, notamment américains et canadiens, pourraient être rapidement favorables à Colas, qui a réalisé 17 % de son chiffre d'affaires en Amérique du Nord en 2008.

En 2008, le chiffre d'affaires de **TF1** est de 2 595 millions d'euros, en baisse de 5 %. Le chiffre d'affaires publicité Antenne s'élève à 1 647 millions d'euros (- 4 %). Le résultat net part du Groupe est de 164 millions d'euros (- 28 %). TF1 a maintenu son leadership d'audience en 2008 avec notamment un score de 30,9 % sur les femmes de moins de 50 ans responsables des achats ⁽¹⁾.

Le plan d'action, mis en œuvre en 2008, sera amplifié pour faire face à un contexte économique profondément perturbé, avec un plan de réduction de coûts de 60 millions d'euros en 2009, portant sur l'ensemble des activités du Groupe.

En 2008, **Bouygues Telecom** réalise de bonnes performances et devient opérateur sur le marché DSL.

Le chiffre d'affaires progresse de 6 % à 5 089 millions d'euros et le chiffre d'affaires réseau s'élève à 4 696 millions d'euros (+ 5 %). Le résultat opérationnel de Bouygues Telecom atteint 817 millions d'euros (+ 10 %) malgré l'impact du démarrage de l'activité Fixe, et le résultat net s'élève à 534 millions d'euros (+ 9 %). Pour l'activité mobile, le taux de marge d'EBITDA sur chiffre d'affaires réseau (31 %) progresse de 1 point par rapport à 2007.

Les investissements ont atteint en 2008 un niveau exceptionnel (872 millions d'euros, soit + 46 %) en raison du déploiement accéléré du réseau 3G+ et de l'acquisition au 30 juin 2008 d'un réseau DSL.

En un an, 450 000 nouveaux clients Forfait ont rejoint Bouygues Telecom, soit une progression de 6,7 %. Au 31 décembre 2008, Bouygues Telecom comptait 9 594 000 clients, dont 7 217 000 Forfaits (75 % du total, soit + 2,1 points sur un an).

Alstom

En 2008, Bouygues a maintenu sa participation dans le capital d'Alstom à 30 %. La collaboration opérationnelle et commerciale entre les deux groupes se poursuit avec, en particulier, de nombreuses études de projets en amont.

L'incidence totale de la participation dans Alstom sur le résultat net du Groupe s'élève à 199 millions d'euros et s'analyse de la manière suivante :

- quote-part du résultat net d'Alstom : 317 M€ ⁽²⁾ ;
- retraitements de consolidation (Holding) : (19) M€ ;
- coût financier net d'impôt (Holding) : (99) M€.

⁽¹⁾ Source Médiamétrie.

⁽²⁾ Calculé à partir des résultats nets d'Alstom à fin septembre 2008.

Structure financière

Au 31 décembre 2008, l'endettement net s'élève à 4,9 milliards d'euros, en hausse de 15 %. Les capitaux propres atteignent 8,8 milliards d'euros (+ 560 millions d'euros). Le ratio d'endettement ressort à 56 %.

La capacité d'autofinancement progresse de 3 % à 3,6 milliards d'euros. Le cash flow libre (954 millions d'euros) est maintenu à un niveau élevé et proche de celui de 2007, malgré l'augmentation des investissements chez Bouygues Telecom.

Standard & Poor's a confirmé la notation A- avec perspective stable en juin et octobre 2008.

Dividende

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale du 23 avril 2009 de distribuer un dividende de 1,60 euro par action, en augmentation de 7 %. Les dates de détachement (« ex-date », d'arrêté des positions (« record-date ») et de paiement sont respectivement fixées aux 28, 30 avril et 4 mai 2009.

Perspectives

Le contexte économique incertain conduit Bouygues et ses métiers à faire preuve de pragmatisme et de réactivité et à afficher, en ce début d'année, un objectif de chiffre d'affaires 2009 de 31,7 milliards d'euros (- 3 %).

Les activités de Bouygues bénéficieront :

- d'un marché mondial des infrastructures en croissance, soutenu par des tendances profondes et des besoins fondamentaux ;
- des plans de relance français, européens et américains orientés vers les investissements dans le secteur de la Construction ;
- des nouvelles exigences environnementales (Grenelle de l'environnement...), qui deviennent des facteurs de différenciation commerciale pour les métiers du Groupe.

Grâce à la diversité de ses métiers et de ses positions géographiques, Bouygues est bien armé pour traverser la crise.

Contribution des métiers au chiffre d'affaires

(millions d'euros)	2008	2009 Objectif	Variation 2009/2008
Bouygues Construction	9 136	8 950	- 2 %
Bouygues Immobilier	2 909	2 700	- 7 %
Colas	12 726	12 200	- 4 %
TF1	2 575	2 340	- 9 %
Bouygues Telecom	5 073	5 180	+ 2 %
Holding et divers	294	330	ns
TOTAL	32 713	31 700	- 3 %
<i>France</i>	<i>22 321</i>	<i>21 350</i>	<i>- 4 %</i>
<i>International</i>	<i>10 392</i>	<i>10 350</i>	<i>=</i>

Compte de résultat consolidé résumé

(millions d'euros)	2007	2008	Variation
Chiffre d'affaires	29 588*	32 713	+ 11 %
Résultat opérationnel courant	2 163	2 230	+ 3 %
Autres produits et charges opérationnels	18	-	ns
Résultat opérationnel	2 181	2 230	+ 2 %
Coût de l'endettement financier net	(235)	(277)	+ 18 %
Autres produits et charges financiers	23	(19)	ns
Charge d'impôt	(633)	(605)	- 4 %
Quote-part du résultat net des entités associées	257	357	+ 39 %
Résultat net total	1 593	1 686	+ 6 %
Intérêts minoritaires	(217)	(185)	- 15 %
Résultat net (part du Groupe)	1 376	1 501	+ 9 %

* A méthode comptable comparable à 2008 : exclusion du chiffre d'affaires pour compte de tiers de TF1 (25 M€ en 2007).

Bilan consolidé résumé

(millions d'euros)	Fin 2007	Fin 2008
Actif non courant	17 601	18 670
Actif courant	15 827	16 818
TOTAL ACTIF	33 428	35 488
Capitaux propres	8 205	8 765
Passif non courant	8 644	8 796
Passif courant	16 579	17 927
TOTAL PASSIF	33 428	35 488
Endettement net	4 288	4 916

Contribution des métiers au chiffre d'affaires

(millions d'euros)	2007*	2008	Variation
Bouygues Construction	8 088	9 136	+ 13 %
Bouygues Immobilier	2 074	2 909	+ 40 %
Colas	11 640	12 726	+ 9 %
TF1	2 722	2 575	- 5 %
Bouygues Telecom	4 780	5 073	+ 6 %
Holding et divers	284	294	ns
TOTAL	29 588	32 713	+ 11 %
<i>France</i>	<i>20 785</i>	<i>22 321</i>	<i>+ 7 %</i>
<i>International</i>	<i>8 803</i>	<i>10 392</i>	<i>+ 18 %</i>

* A méthode comptable comparable à 2008 : exclusion du chiffre d'affaires pour compte de tiers de TF1 (25 M€ en 2007).

Contribution des métiers au résultat net part du Groupe

(millions d'euros)	2007	2008	Variation
Bouygues Construction	286	296	+ 3 %
Bouygues Immobilier	124	105	- 15 %
Colas	457	475	+ 4 %
TF1	98	71	- 28 %
Bouygues Telecom	440	478	+ 9 %
Alstom	187	317	+ 70 %
Holding et divers	(216)	(241)	ns
TOTAL	1 376	1 501	+ 9 %

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications	2004	2005	2006	2007	2008
1. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a. Capital social (en euros)	332 758 624	336 762 896	334 777 583	347 502 578	342 818 079
b. Nombre des actions ordinaires existantes	332 254 414	336 289 029	334 777 583	347 502 578	342 818 079
c. Nombre des certificats d'investissement (sans droit de vote)	504 210	473 867	0	0	0
d. Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- Par reconstitution en actions de CI et CDV	504 210	473 867	0	0	0
- Par exercice d'options de souscription	17 626 248	20 953 720	20 094 262	19 803 112	6 650 786
2. OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE (en euros)					
a. Chiffre d'affaires hors taxes	68 137 090	64 270 115	60 463 413	68 394 069	80 191 869
b. Résultat avant impôts et charges calculées (amortissements, dépréciations et provisions)	385 435 019	173 230 055	490 059 858	603 251 275	828 481 044
c. Impôts sur les bénéfices	55 295 002	(37 656 430)	60 879 976	165 057 092	144 731 014
d. Intéressement dû au titre de l'exercice	(69 154)	(224 770)	(473 100)	(637 019)	(502 273)
e. Résultat après impôts et charges calculées (amortissements, dépréciations et provisions)	585 890 338	260 833 378	603 396 473	750 574 451	882 494 363
f. Résultat distribué	248 928 093	301 951 235	400 003 315	509 751 964	548 508 926
3. RESULTAT PAR ACTION (en euros)					
a. Résultat après impôts mais avant charges calculées (amortissements, dépréciations et provisions)	1,32	0,40	1,65	2,21	2,84
b. Résultat après impôts et charges calculées (amortissements, dépréciations et provisions)	1,76	0,77	1,80	2,16	2,57
c. Dividende brut attribué à chaque action	0,75	0,90	1,20	1,50	1,60
4. PERSONNEL					
a. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	227	195	175	171	179
b. Montant de la masse salariale de l'exercice (en euros)	38 215 169	34 374 008	28 511 081	31 377 274	45 589 718
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice – sécurité sociale, œuvres sociales, etc. (en euros)	13 363 283	11 678 781	10 910 295	12 139 850	15 429 376

Ordre du jour

Partie Ordinaire

- Rapport du conseil d'administration sur les résolutions présentées à l'assemblée générale ordinaire ;
- Rapport de gestion du conseil d'administration ;
- Rapport du président du conseil d'administration ;
- Rapport spécial du conseil d'administration sur les options de souscription ou d'achat d'actions ;
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice 2008 ;
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2008 ;
- Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil d'administration ;
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés ;
- Approbation des comptes annuels et des opérations de l'exercice 2008 ;
- Approbation des comptes consolidés et des opérations de l'exercice 2008 ;
- Affectation du résultat, fixation du dividende ;
- Approbation des conventions et engagements réglementés ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Martin Bouygues ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Francis Bouygues ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Pierre Barberis ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur François Bertière ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Georges Chodron de Courcel ;
- Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes titulaire de Ernst & Young Audit ;
- Nomination d'un commissaire aux comptes suppléant (Auditex) ;
- Autorisation donnée au conseil d'administration pour opérer sur les actions de la société.

Partie Extraordinaire

- Rapport du conseil d'administration sur les résolutions présentées à l'assemblée générale extraordinaire ;
- Rapports spéciaux des commissaires aux comptes ;
- Autorisation donnée au conseil d'administration pour réduire le capital social par annulation d'actions ;
- Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social, avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société ou d'une filiale ;
- Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves ou bénéfices ;
- Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société ou d'une filiale ;
- Autorisation donnée au conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription ;
- Autorisation donnée au conseil d'administration pour fixer, selon les modalités fixées par l'assemblée générale, le prix d'émission sans droit préférentiel de souscription, par une offre au public ou par une offre visée au II de l'article L. 411- 2 du code monétaire et financier, de titres de capital à émettre de manière immédiate ou différée ;
- Délégation de pouvoirs donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social, sans droit préférentiel de souscription, à l'effet de rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique d'échange ;
- Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social en faveur des salariés ou mandataires de la société ou de sociétés liées, adhérant à un plan d'épargne d'entreprise ;
- Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour émettre des actions en conséquence de l'émission, par une filiale, de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société ;
- Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour émettre toutes valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
- Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la société ;
- Autorisation donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social en période d'offre publique ;
- Pouvoirs pour formalités.

Projet de résolutions

Partie Ordinaire

Première résolution

(Approbation des comptes annuels et des opérations de l'exercice 2008)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration, du rapport du président joint au rapport du conseil, du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels et du rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 tels qu'ils lui ont été présentés, desquels il ressort un bénéfice net de 882 494 362,66 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes et/ou mentionnées dans ces rapports.

Deuxième résolution

(Approbation des comptes consolidés et des opérations de l'exercice 2008)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration, du rapport du président joint au rapport du conseil, du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et du rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008 tels qu'ils lui ont été présentés, desquels il ressort un bénéfice net part du groupe de 1 501 millions d'euros.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes et/ou mentionnées dans ces rapports.

Troisième résolution

(Affectation du résultat, fixation du dividende)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, constate que, compte tenu du bénéfice net de 882 494 362,66 € et du report à nouveau bénéficiaire de 679 130 359,90 €, le bénéfice distribuable s'élève à 1 561 624 722,56 €.

Elle décide, sur la proposition du conseil d'administration, l'affectation suivante du bénéfice distribuable :

- distribution à titre de premier dividende (5 % sur le nominal) d'une somme de 0,05 € par action soit une somme globale de 17 140 903,95 € ;
- distribution à titre de dividende complémentaire d'une somme de 1,55 € par action, soit une somme globale de 531 368 022,45 € ;
- affectation du solde soit 1 013 115 796,16 € au compte report à nouveau.

L'assemblée fixe en conséquence le dividende afférent à l'exercice clos le 31 décembre 2008 à 1,60 € par action y ouvrant droit.

Ce dividende sera éligible, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques domiciliées en France, à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158-3-2° du code général des impôts, sauf option du bénéficiaire pour le prélèvement forfaitaire libératoire de 18 % (hors prélèvements sociaux) prévu par l'article 117 quater du code général des impôts.

Le dividende sera détaché de l'action sur le marché Euronext Paris le 28 avril 2009 et payable en numéraire le 4 mai 2009 sur les positions arrêtées le 30 avril 2009 au soir.

Dans l'hypothèse où, à la date de la mise en paiement, la société détiendrait certaines de ses propres actions, le montant du dividende revenant auxdites actions serait affecté au report à nouveau.

Conformément à la loi, l'assemblée générale prend acte que les dividendes versés au titre des exercices 2005, 2006 et 2007 sont les suivants :

	2005	2006	2007
Nombre d'actions	336 762 896	334 777 583	347 502 578
Dividende unitaire	0,90 €	1,20 €	1,50 €
Dividende total ⁽¹⁾ (revenus distribués éligibles à la réfaction mentionnée au 2° de l'article 158.3 du code général des impôts)	301 951 234,80 €	400 003 315,20 €	509 751 964,50 €

⁽¹⁾ Les montants indiqués représentent les dividendes effectivement versés, étant rappelé que les actions rachetées par la société n'ouvrent pas droit à distribution.

Quatrième résolution

(Approbation des conventions et engagements réglementés)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements relevant de l'article L. 225-38 du code de commerce, approuve les conventions et engagements présentés dans ce rapport.

Cinquième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Martin Bouygues)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. Martin Bouygues pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

Sixième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Francis Bouygues)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de Mme Francis Bouygues pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

Septième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Pierre Barberis)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. Pierre Barberis pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

Huitième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur François Bertière)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. François Bertière pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

Neuvième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Georges Chodron de Courcel)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. Georges Chodron de Courcel pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

Dixième résolution

(Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes titulaire de Ernst & Young Audit)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat de commissaire aux comptes titulaire de Ernst & Young Audit, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

Onzième résolution

(Nomination d'un commissaire aux comptes suppléant (Auditex))

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, nomme Auditex (11 allée de l'Arche – Faubourg de l'Arche – 92400 Courbevoie) en qualité de commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

Douzième résolution

(Autorisation donnée au conseil d'administration pour opérer sur les actions de la société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration :

1. autorise le conseil d'administration à acheter, dans les conditions décrites ci-après, un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital de la société au jour de l'utilisation de cette autorisation, dans le respect des conditions légales et réglementaires applicables au moment de son intervention, et notamment dans le respect des conditions posées par les articles L. 225-209 et suivants du code de commerce, par le règlement de la Commission européenne n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, et par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Cette autorisation pourra être utilisée en vue des finalités suivantes :

- annuler des actions dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'assemblée générale extraordinaire,
 - assurer la liquidité et animer le marché du titre de la société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers,
 - conserver des actions et, le cas échéant, les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, conformément aux pratiques de marché reconnues et à la réglementation applicable, en respectant la limite de 5 % du capital prévue par l'article L. 225-209 alinéa 6 du code de commerce,
 - conserver des actions et, le cas échéant, les remettre ultérieurement lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière,
 - attribuer des actions à des salariés ou mandataires sociaux de la société ou de sociétés liées, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions, ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un plan d'épargne interentreprises, ou par voie d'attribution gratuite d'actions,
 - mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement réaliser toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur.
2. décide que l'acquisition, la cession, le transfert ou l'échange de ces actions pourront être effectués, dans le respect des règles édictées par les autorités de marché, par tous moyens, notamment sur le marché ou hors marché, notamment de gré à gré, y compris par l'intermédiaire d'instruments financiers dérivés, et à tout moment, y compris en période d'offre publique d'achat ou d'échange ainsi que de garantie de cours. La part du programme qui peut s'effectuer par négociation de blocs n'est pas limitée et pourra représenter la totalité du programme. Les actions acquises pourront être cédées notamment dans les conditions fixées par l'Autorité des marchés financiers dans sa position du 6 décembre 2005 relative à la mise en œuvre du nouveau régime de rachat d'actions propres ;
 3. décide que le prix d'achat ne pourra dépasser 80 € par action et que le prix de vente ne pourra être inférieur à 30 € par action, sous réserve des ajustements liés aux opérations sur le capital de la société. En cas d'augmentation de capital par incorporation de primes d'émission, bénéfices ou réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas d'une division ou d'un regroupement de titres, le prix indiqué ci-dessus sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et le nombre de titres après l'opération ;
 4. fixe à 1 500 000 000 € (un milliard cinq cents millions d'euros) le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions ;
 5. prend acte que, conformément à la loi, le total des actions détenues à une date donnée ne pourra dépasser 10 % du capital social existant à cette même date ;
 6. donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, passer tous ordres de Bourse, conclure tous accords, notamment pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes démarches, déclarations et formalités auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tous organismes, et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution des décisions qui auront été prises par lui dans le cadre de la présente autorisation ;
 7. décide que le conseil d'administration informera l'assemblée générale des opérations réalisées, conformément à la réglementation applicable ;
 8. fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive d'effet, à hauteur des montants non utilisés, et remplace toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Partie Extraordinaire

Treizième résolution

(Autorisation donnée au conseil d'administration pour réduire le capital social par annulation d'actions)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément à l'article L. 225-209 du code de commerce :

1. autorise le conseil d'administration à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions que la société détient ou pourra détenir en conséquence de l'utilisation des diverses autorisations d'achat d'actions données par l'assemblée générale au conseil d'administration, dans la limite de 10 %, par période de vingt-quatre mois, du nombre total des actions composant le capital social à la date de l'opération ;
2. autorise le conseil d'administration à imputer la différence entre la valeur d'achat des actions annulées et leur valeur nominale sur tous postes de primes ou réserves disponibles ;
3. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, tous pouvoirs pour réaliser la ou les réductions du capital consécutives aux opérations d'annulation autorisées par la présente résolution, impartir de passer les écritures comptables correspondantes, procéder à la modification corrélative des statuts, et d'une façon générale accomplir toutes formalités nécessaires ;
4. fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive d'effet, à hauteur, des montants non utilisés, et remplace toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Quatorzième résolution

(Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social, avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société ou d'une filiale)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration

et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-4, L. 228-92 et L. 228-93 du code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, sa compétence à l'effet de décider, dans les proportions, aux époques et selon les modalités qu'il appréciera, une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, tant en France qu'à l'étranger, en euros, en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies, (i) d'actions ordinaires de la société, et (ii) de toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, émises à titre onéreux ou gratuit, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (une « Filiale »), dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
2. décide que le montant total des augmentations de capital social en numéraire susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 150 000 000 € (cent cinquante millions d'euros) en nominal, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société, étant précisé que ce plafond global d'augmentation de capital est commun aux seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, et vingt-deuxième résolutions et que le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ;
3. décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société ou d'une Filiale ainsi émises pourront notamment consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non, et être émises soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies.

Le montant nominal de la totalité des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder 5 000 000 000 € (cinq milliards d'euros) ou leur contre-valeur en euros à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant ne comprend pas la ou les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu. Ce montant est commun aux titres de créance dont l'émission est prévue par la seizième résolution soumise à la présente assemblée ; il est autonome et distinct du montant des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance qui seraient émises sur le fondement de la vingt-troisième résolution soumise à la présente assemblée générale et du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du code de commerce. Les emprunts (donnant accès à des actions ordinaires de la société ou d'une Filiale) pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la société ;

4. en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation décide que :
 - a. les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription à titre irréductible, aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution,
 - b. le conseil d'administration aura en outre la faculté de conférer aux actionnaires un droit de souscription à titre réductible qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes,
 - c. si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières réalisée en vertu de la présente délégation, le conseil pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - limiter l'émission au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits,
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits sur le marché français et/ou international et/ou à l'étranger.
 - d. le conseil d'administration arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis. Notamment, il déterminera la catégorie des titres émis et fixera, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, leur date de jouissance éventuellement rétroactive

ou les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires de la société ou d'une Filiale, ainsi que les conditions dans lesquelles sera provisoirement suspendu, conformément aux dispositions légales applicables, le droit d'attribution des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires,

- e. le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment en passant toute convention à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France et/ou, le cas échéant, à l'étranger et/ou sur le marché international, aux émissions susvisées – ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir – en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions.
5. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit ;
6. fixe à vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, des montants non utilisés, et remplace toute délégation antérieure ayant le même objet.

Quinzième résolution

(Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves ou bénéfices)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article L. 225-98 du code de commerce, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-4 et L. 225-130 du code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, sa compétence à l'effet de décider, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, une ou plusieurs augmentations du capital par incorporation successive ou simultanée au capital de primes d'émission, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;

2. décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution, ne pourra être supérieur à 4 000 000 000 € (quatre milliards d'euros) en nominal, étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ordinaires de la société à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société. Le plafond de la présente délégation est autonome et distinct du plafond global fixé dans la quatorzième résolution qui précède ;
 3. en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation, décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du code de commerce, qu'en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution gratuite d'actions, les droits formant rompus ne seront pas négociables, ni cessibles et que les titres de capital correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation ;
 4. décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, et généralement, de prendre toutes mesures et effectuer toutes les formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts ;
 5. fixe à vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, des montants non utilisés, et remplace toute délégation antérieure ayant le même objet.
- (i) d'actions ordinaires de la société ainsi que (ii) de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (une « Filiale »), dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
 2. décide que les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente résolution, pourront être réalisées soit par des offres au public, soit, dans la limite de 20 % du capital par an, par des offres visées au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ;
 3. décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente résolution, ne pourra être supérieur à 150 000 000 € (cent cinquante millions d'euros) en nominal, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société, ce montant s'imputant sur le plafond global fixé dans la quatorzième résolution ;
 4. décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société ou d'une Filiale ainsi émises pourront notamment consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non, et être émises soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies ;
 5. décide que le montant nominal des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder 5 000 000 000 € (cinq milliards d'euros) ou leur contre-valeur en euros à la date de la décision d'émission, ce montant s'imputant sur le plafond fixé dans la quatorzième résolution, étant précisé que ce montant ne comprend pas la ou les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu ; il est autonome et distinct du montant des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance qui seraient émises sur le fondement de la vingt-troisième résolution soumise à la présente assemblée générale et du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du code de commerce. Les emprunts (donnant accès à des actions ordinaires de la société ou d'une Filiale) pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la société ;

Seizième résolution

(Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société ou d'une filiale)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-4, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-92 et L. 228-93 du code de commerce, et du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, sa compétence à l'effet de décider, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, tant en France qu'à l'étranger, en euros, en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies,

6. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces titres qui seront émis conformément à la législation et de conférer au conseil d'administration le pouvoir d'instituer au profit des actionnaires un droit de priorité à titre irréductible et/ou réductible, pour les souscrire en application des dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce. Si les souscriptions, y compris, le cas échéant, celles des actionnaires, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourra limiter le montant de l'opération dans les conditions prévues par la loi ;
7. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit ;
8. décide que le conseil d'administration arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis. Notamment il déterminera la catégorie des titres émis et fixera, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, ainsi que, le cas échéant, la durée, ou les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires de la société ou d'une Filiale, conformément à la législation en vigueur, ainsi que les conditions dans lesquelles sera provisoirement suspendu, conformément aux dispositions légales applicables, le droit d'attribution des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, étant précisé que le prix d'émission des actions ordinaires et des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la société ou, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires d'une Filiale, par la Filiale, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la société ou la Filiale, selon le cas, soit, pour chaque action ordinaire émise, au moins égale au montant minimum prévu par la loi ;
9. décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la présente délégation notamment en passant toute convention à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, et procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France et/ou, le cas échéant, à l'étranger et/ou sur le marché international, aux émissions susvisées – ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir – en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations, et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;

10. fixe à vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, des montants non utilisés, et remplace toute délégation antérieure ayant le même objet.

Dix-septième résolution

(Autorisation donnée au conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du code de commerce :

1. autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à décider, pour chacune des émissions décidées en application des quatorzième et seizième résolutions qui précèdent, d'augmenter le nombre de titres à émettre, pendant un délai de trente jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et sous réserve du respect du ou des plafonds prévus dans la résolution en application de laquelle l'émission est décidée ;
2. fixe à vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Dix-huitième résolution

(Autorisation donnée au conseil d'administration pour fixer, selon les modalités fixées par l'assemblée générale, le prix d'émission sans droit préférentiel de souscription, par une offre au public ou par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, de titres de capital à émettre de manière immédiate ou différée)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 225-136-1° du code de commerce, et dans la mesure où les titres de capital à émettre de manière immédiate ou différée sont assimilables à des titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé :

1. autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour chacune des émissions décidées en application de la seizième résolution qui précède et dans la limite de 10 % du capital social (tel qu'existant à la date de la présente assemblée) sur une période de douze mois, à déroger aux conditions

de fixation du prix prévues par la seizième résolution susvisée et à fixer le prix d'émission des titres de capital à émettre de manière immédiate ou différée, sans droit préférentiel de souscription, par une offre au public ou par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, selon les modalités suivantes :

- a. pour les titres de capital à émettre de manière immédiate, le conseil pourra opter entre les deux modalités suivantes :
 - prix d'émission égal à la moyenne des cours constatés sur une période maximale de six mois précédant l'émission,
 - prix d'émission égal au cours moyen pondéré du marché au jour précédant l'émission (VWAP 1 jour) avec une décote maximale de 20 %.
 - b. pour les titres de capital à émettre de manière différée, le prix d'émission sera tel que la somme perçue immédiatement par la société majorée de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la société soit, pour chaque action, au moins égale au montant visé au a) ci-dessus.
2. décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution dans les conditions prévues par la seizième résolution ;
 3. fixe à vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Dix-neuvième résolution

(Délégation de pouvoirs donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration, sur le fondement et dans les conditions de la seizième résolution qui précède, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, les pouvoirs à l'effet de procéder, sur le rapport du commissaire aux apports mentionné aux 1^{er} et 2^e alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, à l'émission d'actions ordinaires de la société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du code de commerce ne sont pas applicables ;

2. décide que le plafond du montant nominal d'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en application de la présente délégation est fixé à 10 % du capital social (tel qu'existant à la date de la présente assemblée), étant précisé que le montant des augmentations de capital effectuées en vertu de la présente résolution s'impute sur le plafond global prévu par la quatorzième résolution ;
3. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit ;
4. décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment pour statuer, sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionnés aux 1^{er} et 2^e alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers, constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avéreraient nécessaires à la réalisation de ces apports, ainsi que prévoir les conditions dans lesquelles sera provisoirement suspendu, conformément aux dispositions légales applicables, le droit d'attribution des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires ;
5. fixe à vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, des montants non utilisés, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingtième résolution

(Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social, sans droit préférentiel de souscription, à l'effet de rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique d'échange)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-148 et L. 228-92 du code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, la compétence de décider, sur le fondement et dans les conditions de la seizième résolution qui précède, l'émission d'actions ordinaires de la société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société, en rémunération des titres apportés à une offre publique d'échange initiée en France ou à l'étranger, selon les règles locales, par la société sur des titres d'une société

dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé tel que visé par l'article L. 225-148 du code de commerce.

Le montant des augmentations de capital effectuées en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond global prévu par la quatorzième résolution ;

2. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient, le cas échéant, émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit ;
3. décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à l'effet de mettre en œuvre les offres publiques visées par la présente résolution et notamment :
 - de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser,
 - de constater le nombre de titres apportés à l'échange,
 - de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance, des actions ordinaires nouvelles, ou, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme à des actions ordinaires de la société,
 - de prévoir les conditions dans lesquelles sera provisoirement suspendu, conformément aux dispositions légales applicables, le droit d'attribution des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires,
 - d'inscrire au passif du bilan à un compte « prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles et leur valeur nominale,
 - de procéder, s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite « prime d'apport » de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée,
 - de prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'opération autorisée, constater la ou les augmentations de capital en résultant et modifier corrélativement les statuts.
4. fixe à vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt et unième résolution

(Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social en faveur des salariés ou mandataires de la société ou de sociétés liées, adhérent à un plan d'épargne d'entreprise)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions d'une part, du code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129-6 (alinéa 1) et L. 225-138-1 et d'autre part, des articles L. 3332-1 et suivants du code du travail :

1. délègue au conseil d'administration la compétence de décider, sur ses seules décisions, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, une ou plusieurs augmentations du capital social, dans une limite maximum de 10 % du capital existant au jour où il prend sa décision, par l'émission d'actions nouvelles à libérer en numéraire et, le cas échéant, par l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes et l'attribution d'actions gratuites ou d'autres titres donnant accès au capital dans les conditions fixées par la loi ; décide que le plafond de la présente délégation est autonome et distinct et que le montant des augmentations de capital en résultant ne s'imputera pas sur le plafond global prévu à la quatorzième résolution, ni sur le plafond prévu à la quinzième résolution de la présente assemblée générale, ni enfin sur le plafond prévu par la vingt-quatrième résolution de l'assemblée générale du 26 avril 2007 (attributions gratuites d'actions) ;
2. réserve la souscription de la totalité des actions à émettre aux salariés et mandataires de Bouygues et aux salariés et mandataires des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées au sens de la législation en vigueur, adhérent à tout plan d'épargne d'entreprise ou de groupe ou à tout plan d'épargne interentreprises ;
3. décide que le prix de souscription des nouvelles actions, fixé par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du code du travail lors de chaque émission, ne pourra être inférieur de plus de 20 %, ou de 30 % dans les cas visés par la loi, à la moyenne des premiers cours cotés de l'action sur le marché Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription ;
4. décide que la présente résolution emporte suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés et mandataires auxquels l'augmentation de capital est réservée et renonciation à tout droit aux actions ou autres titres donnant accès au capital attribués gratuitement sur le fondement de cette résolution ;

5. délègue tous pouvoirs au conseil d'administration pour :

- arrêter la date et les modalités des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente résolution ; notamment, décider si les actions seront souscrites directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement ou par le biais d'une autre entité conformément à la législation en vigueur ; décider et fixer les modalités d'attribution d'actions gratuites ou d'autres titres donnant accès au capital, en application de l'autorisation conférée ci-avant ; fixer le prix d'émission des actions nouvelles à émettre en respectant les règles définies ci-dessus, les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les dates de jouissance, les délais de libération, dans la limite d'une durée maximale de trois ans, ainsi que fixer éventuellement le nombre maximum d'actions pouvant être souscrit par salarié et par émission,
- constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites,
- accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités,
- apporter aux statuts les modifications corrélatives aux augmentations de capital social,
- imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant de la prime afférente à chaque augmentation et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
- et, généralement, faire le nécessaire.

Le conseil d'administration pourra, dans les limites prévues par la loi et celles qu'il aura préalablement fixées, déléguer au directeur général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution ;

6. fixe à vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-deuxième résolution

(Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour émettre des actions en conséquence de l'émission, par une filiale, de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 228-92 et L. 228-93 du code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, dans le cadre de la seizième résolution qui précède, sa compétence à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires de la société Bouygues en conséquence de l'émission de valeurs mobilières émises par toute société dont la société

Bouygues possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (les « Filiales ») et autorise expressément la ou les augmentations de capital en résultant.

Ces valeurs mobilières seront émises par les Filiales avec l'accord du conseil d'administration de la société et pourront, conformément aux dispositions de l'article L. 228-93 du code de commerce, donner accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société ; elles pourront être émises en une ou plusieurs fois, en France, sur les marchés étrangers et/ou le marché international.

La présente résolution emporte, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises par les Filiales, renonciation des actionnaires de la société à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières visées ci-dessus émises par les Filiales, pourront donner droit ;

2. prend acte que les actionnaires de la société ne disposent pas de droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières visées ci-dessus émises par les Filiales.

Le plafond du montant nominal d'augmentation de capital de la société résultant de l'ensemble des émissions réalisées en application de la présente délégation s'imputera sur le plafond global fixé par la quatorzième résolution qui précède.

En toute hypothèse, la somme pouvant être versée à la société dès l'émission ou ultérieurement devra être, conformément aux stipulations de la seizième résolution, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;

3. décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la présente résolution, en accord avec les conseils d'administration, directoires ou autres organes de direction ou gestion des Filiales émettrices, notamment pour fixer les montants à émettre, déterminer les modalités d'émission et la catégorie des valeurs mobilières à émettre, fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à créer et, généralement, prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords et conventions pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, le tout dans le cadre des lois et règlements français et, le cas échéant, étrangers, applicables. Le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour apporter aux statuts les modifications rendues nécessaires par l'utilisation de cette délégation, conformément aux termes de son rapport à la présente assemblée ;

4. fixe à vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-troisième résolution

(Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour émettre toutes valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6, L. 228-91 et L. 228-92 du code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, la compétence de décider, sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, jusqu'à concurrence d'un montant nominal maximum de 5 000 000 000 € (cinq milliards d'euros) ou de la contre-valeur de ce montant, la création et l'émission, tant en France qu'à l'étranger, de toutes valeurs mobilières donnant droit à l'attribution, immédiatement et/ou à terme, de titres de créance, tels que obligations, titres assimilés, titres subordonnés à durée déterminée ou non, ou tous autres titres conférant, dans une même émission, un même droit de créance sur la société, libellés soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs devises, avec ou sans garantie, hypothécaire ou autre, dans les proportions, sous les formes et aux époques, taux et conditions d'émission et d'amortissement qu'il jugera convenables ;
2. confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, en vue de la réalisation de ces émissions et précise qu'il aura toute latitude pour déterminer leurs conditions et fixer toutes les caractéristiques des valeurs mobilières et titres de créance concernés, étant entendu que ceux-ci pourront comporter notamment un taux d'intérêt fixe ou variable et une prime de remboursement au-dessus du pair, fixe ou variable, ladite prime s'ajoutant au montant maximum de 5 000 000 000 € (cinq milliards d'euros) ci-dessus visé, étant précisé que le montant nominal maximum ci-dessus visé s'appliquera à l'ensemble des valeurs mobilières émises en application de la présente délégation, pour fixer, en fonction des conditions du marché, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créance auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution, le cas échéant, avec une prime fixe ou variable, ou même de rachat par la société, s'il y a lieu, décider de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créance auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
3. fixe à vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-quatrième résolution

(Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article L. 225-98 du code de commerce, et conformément aux dispositions des articles L. 233-32 II et L. 233-33 du code de commerce, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

- a. délègue au conseil d'administration la compétence à l'effet de procéder, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en une ou plusieurs fois, en période d'offre publique portant sur les titres de la société, à l'émission de bons permettant de souscrire à des conditions préférentielles une ou plusieurs actions de la société, et d'attribuer gratuitement lesdits bons à tous les actionnaires de la société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique. Ces bons deviendront caducs de plein droit dès que l'offre publique ou toute autre offre concurrente éventuelle auront échoué, seront devenues caduques ou auront été retirées ;
- b. décide que le montant nominal maximum de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice de ces bons de souscription ne pourra être supérieur à 400 000 000 € (quatre cents millions d'euros), et que le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis ne pourra dépasser le nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons ;
- c. décide que le conseil d'administration disposera de tout pouvoir, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à l'effet de déterminer les conditions d'exercice de ces bons de souscription qui doivent être relatives aux termes de l'offre ou de toute autre offre concurrente éventuelle, ainsi que les autres caractéristiques de ces bons, dont le prix d'exercice ou les modalités de détermination de ce prix, ainsi que d'une manière générale les caractéristiques et modalités de toute émission décidée sur le fondement de la présente autorisation ;
- d. prend acte que la présente autorisation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la société auxquelles les bons de souscription émis en vertu de la présente autorisation pourraient donner droit ;
- e. fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, et remplace toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-cinquième résolution

(Autorisation donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social en période d'offre publique)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément à l'article L. 233-33 du code de commerce :

1. autorise expressément le conseil d'administration à utiliser, en période d'offre publique portant sur les titres de la société, et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date d'une telle utilisation :

(i) l'autorisation conférée au conseil d'administration par l'assemblée générale du 26 avril 2007, dans sa vingt-quatrième résolution, de procéder, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société ou de sociétés de son groupe, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre,

(ii) l'autorisation donnée au conseil d'administration par l'assemblée générale du 24 avril 2008, dans sa onzième résolution, de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions,

(iii) et, sous condition de leur adoption par l'assemblée générale de ce jour, les diverses délégations de compétence, délégations de pouvoirs et autorisations conférées au conseil d'administration à l'effet d'augmenter, par tous moyens légaux, le capital social, dans les conditions et limites précisées par lesdites délégations et autorisations :

- quatorzième résolution (*Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social, avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société ou d'une filiale*),
- quinzième résolution (*Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves ou bénéfices*),
- seizième résolution (*Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société ou d'une filiale*),

- dix-septième résolution (*Autorisation donnée au conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription*),

- dix-huitième résolution (*Autorisation donnée au conseil d'administration pour fixer, selon les modalités fixées par l'assemblée générale, le prix d'émission sans droit préférentiel de souscription, par une offre au public ou par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, de titres de capital à émettre de manière immédiate ou différée*),

- dix-neuvième résolution (*Délégation de pouvoirs donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital*),

- vingtième résolution (*Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social, sans droit préférentiel de souscription, à l'effet de rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique d'échange*),

- vingt et unième résolution (*Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social en faveur des salariés ou mandataires de la société ou de sociétés liées, adhérant à un plan d'épargne d'entreprise*),

- vingt-deuxième résolution (*Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour émettre des actions en conséquence de l'émission, par une filiale, de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société*).

2. fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée la durée de validité de la présente autorisation qui prive d'effet et remplace, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Vingt-sixième résolution

(Pouvoirs pour formalités)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour effectuer tous dépôts et formalités où besoin sera.

Renseignements concernant les candidats au Conseil d'administration

Proposition de renouvellement

⇒ **MARTIN BOUYGUES**

Président-directeur général de Bouygues

32 avenue Hoche - 75008 Paris

Né le : 03/05/1952

1^{re} nomination : 21/01/1982

Echéance du mandat : 2009

Actions détenues (au 31/12/2008) : 238 661 (65 294 964 via SCDM)

Expertise et expérience

Martin Bouygues entre dans le groupe Bouygues en 1974 comme conducteur de travaux sur le grand chantier parisien des Halles, avant d'exercer des fonctions à la direction commerciale de l'entreprise. En 1978, il participe à la création de Maison Bouygues, spécialisée dans la vente de maisons individuelles sur catalogue. En 1984, Martin Bouygues entreprend la diversification de Maison Bouygues qui, avec le groupe Bouygues, acquiert Saur, société de traitement et de distribution d'eau. Il est nommé président-directeur général de Saur deux ans plus tard. Administrateur de Bouygues depuis 1982, Martin Bouygues est nommé vice-président en 1987. Le 5 septembre 1989, Martin Bouygues, succédant à Francis Bouygues, est nommé président-directeur général de Bouygues.

Principales activités exercées hors de Bouygues SA
Président de SCDM

Autres mandats et fonctions exercés au sein du Groupe

En France : administrateur de TF1*

A l'étranger : administrateur de Sodeci* (Côte d'Ivoire) et Cie* (Côte d'Ivoire)

Autres mandats et fonctions exercés en dehors du Groupe

En France : membre du conseil de surveillance de Paris-Orléans* ; représentant permanent de SCDM, président d'Actiby, SCDM Participations, SCDM Invest-1 et SCDM Invest-2

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années (hors groupe Bouygues)

2007 - Administrateur de HSBC France

⇒ **MADAME FRANCIS BOUYGUES**

50 rue Fabert - 75007 Paris

Née le : 21/06/1924

1^{re} nomination : 19/10/1993

Echéance du mandat : 2009

Actions détenues (au 31/12/2008) : 110 (5 290 034 via FMB)

* Société cotée.

⇒ **PIERRE BARBERIS***Ancien directeur général délégué d'Oberthur*

7 Pili Street, South Forbes Park
Makati 1200 Metro Manilla - Philippines

Né le : 29/05/1942

1^{er} nomination : 24/06/1997

Echéance du mandat : 2009

Actions détenues (au 31/12/2008) : 500

Président du comité des rémunérations de Bouygues

Administrateur indépendant au sens du code Afep-Medef

Expertise et expérience

Diplômé de l'Ecole Polytechnique et de l'Institut des actuaires français, Pierre Barberis intègre en 1966, après un début de carrière à la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit Lyonnais où il devient, en 1974, directeur de l'Informatique et de l'Organisation. A partir de 1979, il occupe successivement des fonctions de direction générale au sein des sociétés Trigano SA, Crédit du Nord et du groupe Axa. Il est directeur général et deputy chairman and CEO d'Axa de 1987 à 1991. Il devient ensuite président de VEV et anime plusieurs sociétés de logiciels. De mai 2002 à novembre 2006, Pierre Barberis a été directeur général délégué d'Oberthur Card Systems.

Autres mandats et fonctions exercés en dehors du Groupe

En France : gérant de Amrom

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années (hors groupe Bouygues)

2008 - Conseiller du président de Oberthur Technologies ; président et administrateur de Wilson Gestion

2006 - Directeur général délégué et administrateur d'Oberthur Card Systems

2005 - Administrateur d'Alliance Internationale

2004 - Président et administrateur de VEV* ; administrateur de Lainière Holding, Sengac

⇒ **FRANÇOIS BERTIERE***Président-directeur général de Bouygues Immobilier*

150 route de la Reine - 92100 Boulogne-Billancourt

Né le : 17/09/1950

1^{er} nomination : 27/04/2006

Echéance du mandat : 2009

Actions détenues (au 31/12/2008) : 17 769

Expertise et expérience

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique, diplômé de l'Ecole nationale des ponts et chaussées et architecte DPLG, François Bertière a commencé sa carrière en 1974 au ministère de l'Equipement. En 1977, il est nommé conseiller technique au cabinet du ministre de l'Education nationale, puis adjoint au directeur de l'Equipement à la DDE de Haute-Corse en 1978. En 1981, il devient directeur du développement urbain de l'EPA de Cergy-Pontoise. Il intègre le groupe Bouygues

en 1985 en tant que directeur général adjoint de Française de Constructions. En 1988, il est nommé président-directeur général de France Construction, vice-président-directeur général de Bouygues Immobilier en 1997, puis président-directeur général de Bouygues Immobilier en 2001. François Bertière est administrateur de Bouygues Immobilier depuis 1991.

Principales activités exercées hors de Bouygues SA

Président-directeur général de Bouygues Immobilier

Autres mandats et fonctions exercés au sein du Groupe

En France : président et membre du conseil de surveillance de Maisons Erika

* Société cotée.

⇒ **GEORGES CHODRON DE COURCEL**

Directeur général délégué de BNP Paribas

3 rue d'Antin - 75002 Paris

Né le : 20/05/1950

1^{re} nomination : 30/01/1996

Echéance du mandat : 2009

Actions détenues (au 31/12/2008) : 930

Membre du comité des comptes de Bouygues

Expertise et expérience

Diplômé de l'Ecole Centrale de Paris, licencié ès sciences économiques, Georges Chodron de Courcel entre en 1972 à la BNP, où il devient responsable des études financières au sein de la direction financière en 1978, puis secrétaire général de Banexi en 1982. Il est ensuite directeur de la gestion des valeurs mobilières, puis des affaires financières et des participations industrielles. En 1989, il est nommé président de Banexi, puis directeur central de BNP en 1990. En 1995, il devient directeur général adjoint, puis directeur général délégué de BNP de 1996 à 1999. Après la fusion avec Paribas en août 1999, Georges Chodron de Courcel est responsable de la Banque de financement et d'investissement de BNP Paribas de 1999 à 2003. Il est directeur général délégué de BNP Paribas depuis juin 2003.

Principales activités exercées hors de Bouygues SA

Directeur général délégué de BNP Paribas*

Autres mandats et fonctions exercés en dehors du Groupe

En France : président de Compagnie d'Investissement de Paris et Financière BNP Paribas ; administrateur d'Alstom*, Nexans*, Société Foncière Financière et de Participations* et Verner Investissements

Membre du conseil de surveillance de Lagardère SCA* ; censeur de Exane, Safran* et Scor*

A l'étranger : président de BNP Paribas SA (Suisse) ; administrateur de BNP Paribas Zao (Russie), Erbé SA (Belgique) et Scor Holding AG* (Suisse)

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années (hors groupe Bouygues)

2008 - Administrateur de Banca Nazionale del Lavoro (Italie)

2007 - Président de BNP Paribas UK Holdings Ltd (Royaume-Uni)

2006 - Président de BNP Paribas Emergis SAS ; censeur de Scor Global Life (ex-Scor Vie)

2005 - Membre du conseil de surveillance de Sagem* ; administrateur de Capstar Partners SAS ; administrateur de BNP Paribas SA (Suisse)

2004 - Administrateur de BNP Paribas Canada (Canada) ; administrateur BNP Prime Peregrine Holdings Limited (Malaisie) ; administrateur de BNP Paribas UK Holdings Limited (Royaume-Uni)

* Société cotée.

Participation à l'assemblée générale mixte

L'assemblée générale mixte se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Formalités préalables à effectuer pour participer à l'assemblée

Les actionnaires souhaitant assister à cette assemblée, s'y faire représenter ou voter par correspondance, devront impérativement :

- **pour les actionnaires nominatifs** : être inscrits en compte nominatif au plus tard le lundi 20 avril 2009, à zéro heure, heure de Paris ;
- **pour les actionnaires au porteur** : faire établir, par l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres, une attestation de participation constatant l'inscription ou l'enregistrement comptable de leurs actions au plus tard le lundi 20 avril 2009, à zéro heure, heure de Paris.

Mode de participation à cette assemblée

1. Les actionnaires désirant assister à cette assemblée pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- **pour les actionnaires nominatifs** : demander une carte d'admission à la société Bouygues - Service Titres - 32 avenue Hoche - 75008 Paris (Numéro vert : 0 805 120 007 - Fax : 01 44 20 12 42) ;
- **pour les actionnaires au porteur** : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres, qu'une carte d'admission leur soit adressée par la société Bouygues au vu de l'attestation de participation qui lui aura été transmise ; l'actionnaire au porteur qui n'aurait pas reçu sa carte d'admission le lundi 20 avril 2009, à zéro heure, heure de Paris, pourra se faire délivrer directement l'attestation de participation par l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres.

2. Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette assemblée et souhaitant être représentés ou voter par correspondance pourront :

- **pour les actionnaires nominatifs** : renvoyer le formulaire unique de pouvoir/vote par correspondance, qui leur sera adressé avec la convocation, à la société Bouygues - Service Titres - 32 avenue Hoche - 75008 Paris ;

- **pour les actionnaires au porteur** : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres, un formulaire unique de pouvoir/vote par correspondance et le renvoyer, accompagné de l'attestation de participation, à la société Bouygues - Service Titres - 32 avenue Hoche - 75008 Paris.

Les formulaires de vote par correspondance devront être reçus effectivement par la société Bouygues - Service Titres – 32 avenue Hoche – 75008 Paris, au plus tard le lundi 20 avril 2009, à minuit, heure de Paris.

3. Conformément à l'article R. 225-85 III du Code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir, demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation pour assister à l'assemblée, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation.

Il est recommandé aux participants à l'assemblée générale du jeudi 23 avril 2009 de bien vouloir se munir de la **CARTE D'ADMISSION** et de **se présenter dès 15 heures**.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Demande d'envoi de documents et renseignements

Assemblée générale mixte du 23 avril 2009

À retourner à :
Société BOUYGUES
Service Titres
32 avenue Hoche - 75008 PARIS

Je soussigné(e), Nom : Prénom :

Demeurant :

propriétaire de : actions sous la forme :

- nominative,
- au porteur, inscrits en compte chez (banque, établissement financier ou société teneur de comptes) :

prie la société BOUYGUES, conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, de me faire parvenir, en vue de l'Assemblée générale visée ci-dessus, les documents et renseignements visés par l'article R. 225-83 dudit Code :

- à mon adresse ci-dessus,
- à l'adresse postale suivante :

Fait à le

(signature)

NOTA - Les documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce sont disponibles sur le site internet de la société www.bouygues.com

- En vertu de l'alinéa 3 de l'article R. 225-88 du Code de commerce, les actionnaires **titulaires de titres nominatifs** peuvent, par demande unique, obtenir de la société l'envoi de ces documents et renseignements à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures. Pour bénéficier de cette faculté, cocher cette case :





Société Anonyme au capital de 342 818 079 €
Siège social : 32 avenue Hoche - 75008 PARIS

572 015 246 RCS PARIS – APE : 7010Z